

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

L'économie de la Polynésie française en 2024

Un bilan satisfaisant, sur fond de confiance

En Polynésie française, la confiance est restée solide en 2024 comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires, qui s'est maintenu largement au-dessus de sa moyenne de longue période. Le marché du travail est demeuré dynamique tandis que l'inflation a nettement ralenti, ce qui a contribué à renforcer le pouvoir d'achat des ménages.

Ces résultats positifs sont tirés principalement par le tourisme, la Polynésie française ayant enregistré un nouveau record de fréquentation. En outre, le secteur de la construction a été stimulé par la tenue des épreuves de surf des Jeux Olympiques.

L'activité bancaire s'est, en revanche, tassée après un exercice 2023 particulièrement animé.

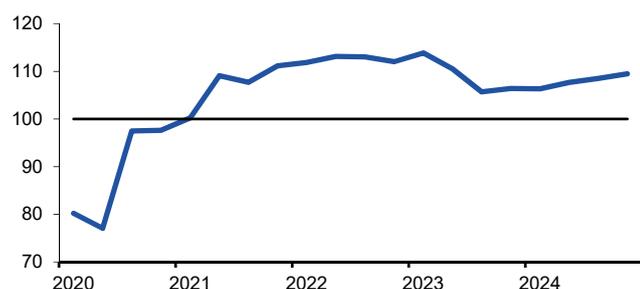
Concernant 2025, les craintes liées aux annonces récentes de forte hausse des droits de douane succèdent à l'optimisme qui prévalait encore fin 2024.

Un climat de confiance en 2024

Une conjoncture favorable

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui excède sa moyenne de longue période depuis la sortie de la Covid 19, n'a pas faibli en 2024, témoignant de la vigueur de l'activité économique en Polynésie française.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture de l'IEOM

© IEOM

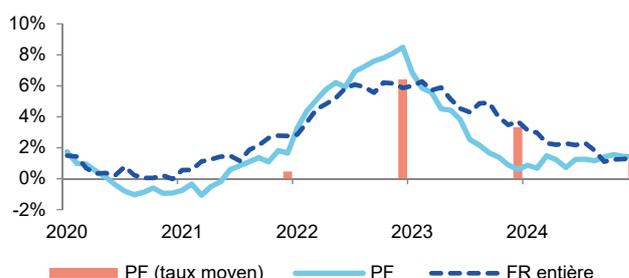
Les entreprises sondées au cours de l'année dans le cadre de l'enquête trimestrielle de l'IEOM ont bénéficié d'un courant d'affaires satisfaisant qui les a incitées à renforcer leurs effectifs, sans trop dégrader leurs charges d'exploitation. Elles ont également pu consolider leur trésorerie, grâce à l'amélioration des délais de paiement de leur clientèle et à la relative stabilité de leurs prix de vente sur l'exercice.

Un net ralentissement de la hausse des prix

La pression sur les prix s'est atténuée : en 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse moyenne de 1,2 % sur l'année, après des augmentations respectives de 3,3 % en 2023 et de 6,4 % en 2022.

En décembre dernier, l'IPC a progressé de 1,4 % en rythme annuel, tiré notamment par les tarifs des assurances (+9,8 %), de l'hôtellerie-restauration (+2,4 %) et des transports (+1,1 %) ainsi que des dépenses liées au logement (+2,4 %). Les prix de l'alimentaire ont été stables (+0,1 %), tandis que ceux des communications (-6,4 %) et de l'habillement (-5,5 %) ont diminué.

Variation de l'IPC
(en glissement annuel)



Sources : INSEE, ISPF

© IEOM

Un marché du travail dynamique

Selon l'enquête emploi de l'ISPF menée au deuxième trimestre 2024, le taux de chômage s'est replié à 7,5 % (8,5 % un an plus tôt) et le taux d'emploi s'est amélioré de 1,9 point (57,7 % contre 55,8 % en 2023). Les effectifs salariés moyens en ETP ont significativement augmenté, de 62 800 en 2023 à 64 700 un an plus tard.

Le nombre moyen mensuel d'offres d'emploi s'est accru de 4 % sur l'année, stimulé notamment par les besoins suscités par l'organisation des épreuves des Jeux Olympiques. Quant à celui des demandeurs d'emploi en fin de mois, il a diminué de 7,7 %, après -16,8 % en 2023.

Indice de l'emploi salarié marchand
(base 100 = 01/2000)

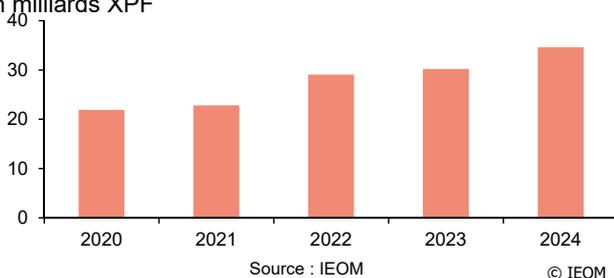


En décembre 2024, l'indice de l'emploi salarié marchand s'inscrivait en hausse de 2,4 % en glissement annuel, légèrement en dessous de sa moyenne des cinq années précédentes (+2,6 %). Les plus fortes hausses concernaient l'hôtellerie-restauration (+4,1 %) et les services (+3,0 %) ; seul l'indice de l'industrie apparaissait en retrait (-0,6 %).

Progression stable de la consommation des ménages

Dans l'ensemble, la consommation des ménages a été soutenue par un plus important recours au crédit ; la production de crédits à la consommation a progressé de 15 % (34,6 milliards XPF contre 30,2 milliards en 2023).

Production de crédits à la consommation
en milliards XPF



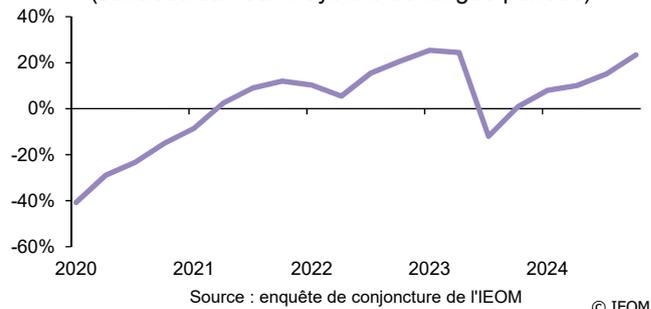
Propulsées par le retour du salon de l'automobile, interrompu depuis la Covid 19, les immatriculations de voitures particulières ont atteint 5 825 unités en 2024, soit le meilleur résultat de la décennie, après un exercice 2023 exceptionnel (6 247).

Les commerçants qui ont participé aux enquêtes trimestrielles de l'IEOM ont, pour leur part, estimé que leur activité a été plutôt stable, notamment sur la deuxième moitié de l'année, ce qui paraît corroboré par la faible hausse des importations de biens de consommation, +0,4 % par rapport à l'année précédente.

L'investissement privé tiré par les entreprises

À la faveur d'une conjoncture globalement porteuse, les entreprises ont fait part de leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an. Cela ne transparaît pas vraiment dans la production de crédits à l'équipement : en fort retrait sur l'année, à 36 milliards XPF en 2024 contre 56,4 milliards XPF en 2023, exercice ponctué par le déblocement de plusieurs dossiers d'envergure, elle a néanmoins dépassé celle de 2022 de 5 % (34,4 milliards XPF).

Prévisions d'investissements à un an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



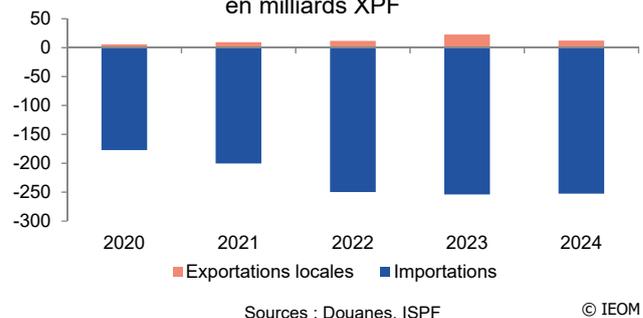
Les ménages, a contrario, se sont montrés bien plus frileux : les nouveaux dossiers de crédit à l'habitat n'ont totalisé que 30 milliards XPF, en retrait pour le deuxième exercice d'affilée (-19 % après -20 % en 2023). Les projets immobiliers des particuliers ont été découragés non seulement par la rareté de l'offre de biens et de terrains, mais aussi par des coûts de construction et des taux d'intérêt encore élevés. Entre fin 2023 et fin 2024, le taux moyen pondéré des crédits à l'habitat pour les ménages s'est renforcé de 16 points de base tandis que les taux directeurs IEOM étaient réduits de 100 points de base.

Un déséquilibre structurel du commerce extérieur

Les recettes à l'export de la Polynésie française, qui avaient doublé en 2023 (22,6 milliards XPF contre 11,7 milliards en 2022) grâce au succès aussi inattendu qu'éphémère des perles de Tahiti en Chine (voir infra), sont retombées à 12 milliards XPF en 2024.

Parallèlement, les importations n'ont diminué que de 1 % (252,6 milliards XPF contre 254,1 milliards en 2023), ce qui a fait revenir le taux de couverture des importations par les exportations à 5 %, soit le même niveau qu'en 2022 (9 % en 2023).

Commerce extérieur
en milliards XPF



Une année favorable pour le BTP et le tourisme

Des entreprises plutôt saines

La bonne tenue du courant d'activité en Polynésie française se reflète dans les cotations des entreprises analysées à l'IEOM : 59 % d'entre elles ont obtenu une cote favorable en 2024, comme en 2023, taux supérieur à la période pré-Covid 19 (55 % en 2019).

En outre, le nombre de défaillances d'entreprises a diminué de 42 % sur l'année (92 en 2024 contre 158 en 2023). Moins d'une sur deux concernait le secteur tertiaire, qui rassemble pourtant les trois quarts des entreprises actives.

Défaillances d'entreprises
(par secteur)



Selon les données provisoires issues des déclarations de TVA, le chiffre d'affaires global des entreprises sur les neuf premiers mois de 2024 (non corrigé de l'inflation) s'est accru de 2 % en rythme annuel. Les secteurs les plus dynamiques ont été la construction (+9 %) et l'industrie (+8 %), tandis que le secteur tertiaire a enregistré seulement +1 %.

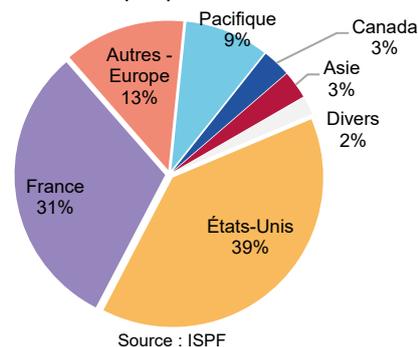
Tourisme : un nouveau record de fréquentation

Franchissant un nouveau record, la fréquentation touristique s'est élevée à 264 000 visiteurs, soit 2 000 de plus qu'en 2023, grâce à la dynamique du secteur de la croisière : alors que les croisiéristes ont augmenté de 19 % (52 000 contre 44 000 en 2023), le tourisme en hébergement terrestre a reculé de 3 %.

Cela s'est traduit pour l'hôtellerie polynésienne par une contraction du coefficient moyen de remplissage de 5,6 points (67,6 % contre 73,2 % en 2023). Les hôteliers qui ont répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEOM ont en effet constaté un recul de leur activité, mais n'ont pas ajusté pour autant leurs tarifs à la baisse, préservant leur situation de trésorerie. Ainsi, le revenu moyen par chambre disponible s'est établi à 48 600 XPF en 2024 (48 500 XPF en 2023).

La plupart des marchés émetteurs se sont renforcés, hormis la Nouvelle-Calédonie (-24 %), affectée par les troubles qui ont affecté le territoire à partir du mois de mai 2024, et les États-Unis (-7 %). Malgré tout, les touristes américains sont restés les premiers clients du tourisme polynésien, devant les Français et les autres Européens.

Fréquentation touristique en 2024
en % par provenance

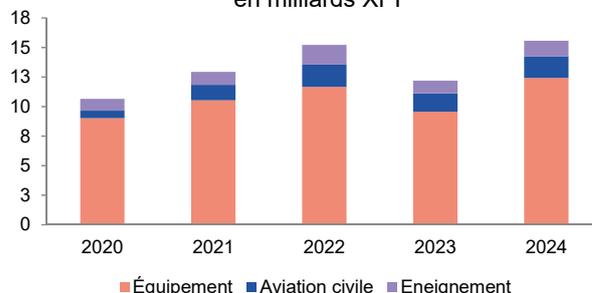


Le secteur secondaire

Au cours des enquêtes de conjoncture de l'IEOM de 2024, les chefs d'entreprise du secteur secondaire se sont montrés satisfaits de leur volume d'activité, au point de recruter davantage pour y répondre.

Le secteur du BTP a, quant à lui, profité d'un contexte particulièrement favorable, porté par les réalisations prévues pour l'organisation des Jeux du Pacifique en Polynésie française en 2027, l'installation de deux câbles sous-marins par Google ainsi que par divers projets publics d'infrastructures (travaux routiers, portuaires, etc.). En 2024, les dépenses liquidées se sont établies à 15,6 milliards XPF, dépassant de plus d'un quart leur niveau de l'année précédente (12,1 milliards XPF) et la moyenne des dix dernières années (12,4 milliards XPF).

Dépenses liquidées par le secteur public
en milliards XPF



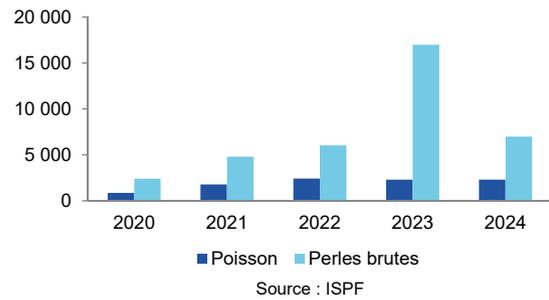
Alors que la branche des travaux publics a enregistré une année satisfaisante, celle du bâtiment a pâti de la faiblesse de l'investissement immobilier. L'Office polynésien de l'habitat, principal opérateur de logement social, n'a livré en 2024 que 311 unités contre 447 en 2023 et 556 en 2022.

Le secteur primaire

Après une année exceptionnelle, les exportations de perles de Tahiti ont diminué de moitié tant en volume qu'en valeur. Elles ont rapporté seulement 7 milliards XPF (17 milliards XPF en 2023), mais conservé un prix moyen au gramme de plus de 800 XPF, niveau non atteint depuis 2008 (900 XPF), hormis en 2023 (1 000 XPF).

Les recettes à l'export de poisson se sont stabilisées à 2,3 milliards XPF, mais pour un tonnage plus important (+2 %). Cette moindre rémunération est due à une répartition défavorable des captures, dominées par le thon germon au détriment des espèces à plus forte valeur ajoutée (thon obèse, thon à nageoires jaunes).

Exportations : poissons et perles brutes en millions XPF



Une baisse de la production de crédit pour les banques polynésiennes

Les banques locales, qui avaient profité en 2023 du dynamisme de l'économie polynésienne et de la remontée des taux, ont connu un exercice plus terné en 2024, marqué par un volume de production de crédit en repli. Ainsi, une contraction de l'ordre de 3 à 4 % sur le produit net bancaire cumulé de la place de Papeete (27 milliards XPF après 28 milliards en 2023) est anticipée.

segments de clientèle, en particulier celui des entreprises (-26 milliards XPF).

Par conséquent, l'encours sain en faveur de celles-ci, en hausse de 10,4 % l'année précédente, a stagné en 2024, impacté par la forte réduction des nouveaux crédits à l'équipement, -21 milliards XPF par rapport à 2023.

Une collecte de dépôts en hausse grâce aux ménages

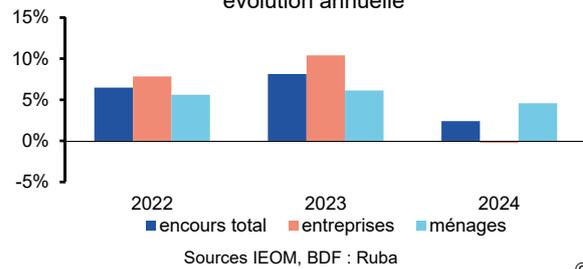
En 2024, l'encours des dépôts a atteint 838 milliards XPF, en hausse de 2,5 % en glissement annuel grâce aux ménages. Leurs actifs financiers, qui comptent pour les deux tiers du total, ont augmenté de +2,9 % alors que ceux détenus par les entreprises se sont stabilisés (+0,5 %).

L'encours des crédits aux ménages, en revanche, a conservé un rythme de croissance notable, +4,6 % en 2024 après +6,1 % en 2023. La solide production de crédits à la consommation (+8,4 %) a compensé la faiblesse de celle de crédits à l'habitat (-20,3 %).

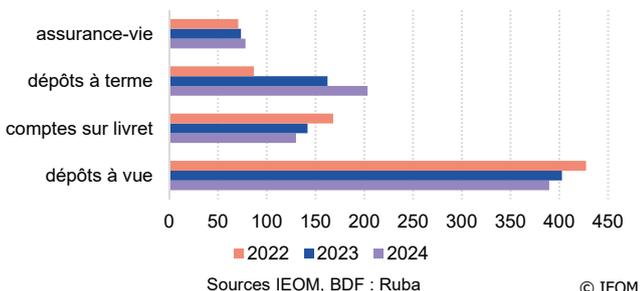
Le niveau encore élevé des taux d'intérêt a de nouveau incité les agents économiques à privilégier les dépôts à terme, dont l'encours a crû de 41 milliards XPF, au détriment des dépôts à vue (-13 milliards XPF) et des comptes sur livret (-12 milliards XPF).

Quant aux contrats d'assurance-vie, qui constituent l'essentiel des placements hors zone d'émission, leur encours s'est étoffé de 2,5 % sur l'exercice.

Encours sain des crédits bancaires locaux évolution annuelle



Encours des principaux actifs au 31/12 en milliards XPF



Une activité de crédit au ralenti

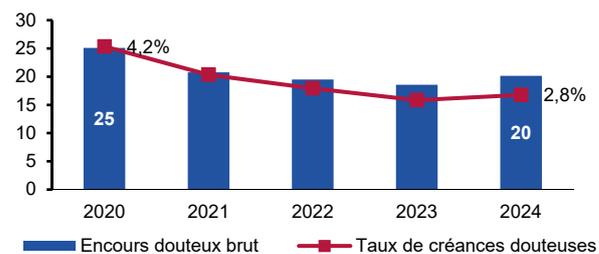
En effervescence en 2023 (+8,1 % en glissement annuel), l'encours sain des crédits a affiché une progression moins rapide en 2024 (+2,4 %). Ce ralentissement est imputable à une production de crédits en retrait de 31 milliards XPF (137 milliards XPF contre 169 milliards en 2023), qui a affecté les principaux

Une sinistralité encore circonscrite

Fin 2024, l'encours douteux brut s'est accru de 8,7 % en glissement annuel, jusqu'à 20 milliards XPF, principalement à cause du déclassement d'une même contrepartie par l'ensemble des banques polynésiennes.

De ce fait, le taux de créances douteuses brutes s'est légèrement altéré, de 2,6 % fin 2023 à 2,8 % un an plus tard. Parallèlement, le taux de provisionnement a été abaissé à 56,5 % (57,8 % fin 2023).

Encours douteux bruts des banques locales en milliards XPF



Perspectives 2025

Les prévisions formulées par les chefs d'entreprise sondés lors de l'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2024 sont globalement optimistes : ils anticipent une accélération de l'activité et semblent enclins à investir en 2025.

Toutefois, l'horizon n'est pas exempt d'incertitude, du fait des tensions géopolitiques et les enjeux politiques locaux, à l'approche des élections municipales de mars prochain. En outre, le climat social n'est pas totalement serein : 2024 a été émaillée de mouvements de grève, où les protestations contre la vie chère figuraient en bonne place. Le débrayage des fonctionnaires en fin d'année,

qui s'est achevé sur une trêve et non un accord définitif, pourrait resurgir en 2025.

De même, la politique économique menée par la nouvelle administration états-unienne pourrait avoir un impact négatif sur l'économie polynésienne ; les exportations – certes limitées- vers ce pays (essentiellement du poisson frais) pourraient ainsi pâtir de la hausse des droits de douane, mais surtout une éventuelle récession aux États-Unis ou une baisse du cours du dollar américain pourraient dissuader une partie de la clientèle américaine à visiter la Polynésie française, alors qu'elle en constitue aujourd'hui le principal marché émetteur.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : T. Beltrand ■ Responsable de la rédaction : T. Beltrand

Rédaction : Service études